



RÊVER. BÂTIR. RÉUSSIR.

# *Rapport financier du premier trimestre 2024-2025*

*en date du 30 juin 2024 et pour le trimestre terminé  
le 30 juin 2024*

FINANCEMENT AGRICOLE CANADA

# Table des matières

## Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers .....	3
Avertissement relatif aux énoncés prospectifs .....	3
Aperçu .....	3
Survol de l'économie et de l'industrie agricole .....	4
Gestion du risque d'entreprise .....	6
Résultats financiers .....	6
Situation financière .....	8
Rendement par rapport au plan .....	9

## États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction .....	10
États financiers trimestriels consolidés condensés .....	11
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés .....	15

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse [communications@foc-fo.ca](mailto:communications@foc-fo.ca)

# Rapport de gestion

## Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 30 août 2024. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive sur les normes comptables : GC 5300 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités (états financiers trimestriels) de FAC au 30 juin 2024 et pour le trimestre terminé à cette date, et il doit être lu en parallèle avec le Rapport annuel 2024 (qui comprend nos états financiers annuels consolidés et audités et notre rapport de gestion) ainsi que le Résumé du plan d'entreprise.<sup>1</sup>

## Avertissement relatif aux énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer ces écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture de l'économie générale et des marchés : les conditions météorologiques extrêmes, les tensions inflationnistes, les taux d'intérêt et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en sont quelques exemples.

## Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens et au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement et d'autres services à plus de 100 000 clients. La société compte plus de 2 500 employés répartis dans 104 bureaux situés principalement dans les collectivités rurales canadiennes, ainsi qu'à notre siège social, qui se trouve à Regina, en Saskatchewan.



<sup>1</sup> Ces documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fac-fac.ca/la-propos-de-FAC/gouvernance/rapports.html](https://www.fac-fac.ca/la-propos-de-FAC/gouvernance/rapports.html).

## Survol de l'économie et de l'industrie agricole<sup>1</sup>

Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont confrontés à des défis en 2024. Les coûts d'emprunt accrus ont ralenti la croissance économique mondiale, exerçant ainsi des pressions baissières sur la plupart des prix des produits agricoles. Après avoir atteint un nouveau record et augmenté de 4,4 % en 2023, les recettes monétaires agricoles devaient diminuer de 2,2 % en 2024.

La forte demande et l'offre restreinte ont fait grimper la valeur des terres agricoles de 9,4 % en 2023. Cependant, cette appréciation de la valeur des terres agricoles ralentira pour s'établir à 5,5 % en 2024, d'après les projections, vu la vigueur des taux d'intérêt et le recul des recettes monétaires agricoles.

Des phénomènes météorologiques extrêmes continueront de toucher les clients de différentes façons. L'évolution des conditions météorologiques apporte à la fois des défis et des possibilités à l'industrie qui sert FAC. Forte de ses antécédents en matière d'innovation et d'adoption de nouvelles approches, l'industrie agricole et agroalimentaire est bien placée pour relever les défis, atténuer les répercussions et saisir de nouvelles possibilités en investissant dans de nouvelles technologies et pratiques et en les adoptant.

Malgré la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et le conflit en cours à Gaza et en mer Rouge, les marchés n'enregistrent pas de hausses de prix liées à la guerre à l'heure actuelle. Les exportations de céréales à partir de la mer Noire se poursuivent malgré le retrait de la Russie de l'accord sur les exportations des céréales en mer Noire, chapeauté par les Nations Unies. Toutefois, les sociétés internationales de transport maritime évitent la mer Rouge, préférant contourner l'Afrique. Ce détour entraîne des semaines supplémentaires de transport, ce qui réduit la capacité d'expédition mondiale et augmente les taux de fret maritime. Une escalade du conflit en mer Rouge pourrait aussi avoir une incidence sur les prix du pétrole et des engrais, en particulier l'azote, ce qui ferait grimper les prix.

L'Inde a renversé plusieurs restrictions à l'importation de lentilles et de pois, car l'inflation alimentaire reste endémique dans le pays et l'offre intérieure est limitée. En conséquence, l'Inde a éliminé tous les droits d'importation sur les lentilles, et ce, jusqu'en mars 2025. Elle a également suspendu toutes les restrictions à l'importation de pois jaunes jusqu'au 31 octobre 2024. C'est une bonne nouvelle pour les exportateurs canadiens, bien que des incertitudes persistent quant à l'orientation de la politique commerciale après les élections en Inde.

Le mécontentement des travailleurs pourrait entraîner une perturbation de l'infrastructure de distribution, et des employés d'usines de transformation de produits agricoles ont commencé à se mettre en grève. Selon le moment, l'endroit et d'autres facteurs, ces perturbations auront des répercussions différentes sur les secteurs de l'industrie agricole et agroalimentaire.

Le Canada est en passe de connaître une deuxième année consécutive de faible croissance économique; en effet, la Banque du Canada s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) progresse de seulement 1,2 % en 2024. Les taux d'intérêt élevés, le ralentissement du marché du travail et la perte de pouvoir d'achat des ménages contribuent à freiner les dépenses de consommation, qui représentent environ 60 % du PIB. En outre, les investissements des entreprises sont ralentis par le manque de confiance et l'augmentation du nombre de faillites. Par conséquent, la Banque du Canada assouplit sa politique monétaire, mais fait preuve de prudence en raison des pressions inflationnistes persistantes. Le taux de financement à un jour, abaissé à 4,50 % en juillet, continuera de diminuer, mais pas aussi rapidement que pendant le cycle de baisses de taux lié à la pandémie en 2020. L'inflation et les taux d'intérêt et les coûts des intrants élevés continuent de réduire les marges dans tous les secteurs de l'agriculture, de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire.

FAC surveille deux risques émergents qui pourraient avoir des répercussions importantes sur le secteur agricole. Tout d'abord, les géants ferroviaires du Canada, le Canadian Pacific Kansas City et le Canadian National, semblent se diriger vers un lock-out syndical et une fermeture des chemins de fer. Le moment de la grève n'est pas seulement inquiétant pour les producteurs du secteur agricole, compte tenu des récoltes qui commencent et de l'importance capitale du transport ferroviaire pour commercialiser en temps opportun leurs produits, mais aussi pour les intervenants du secteur agroalimentaire, qui dépendent également de ce mode de transport. Une grève pourrait également nuire à la réputation du Canada en tant que partenaire commercial fiable. D'autre part, à la suite d'un rapport défavorable des Nations Unies sur le Programme des travailleurs étrangers temporaires du Canada, ce dernier pourrait faire l'objet d'une réforme. Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont de plus en plus recours à ce programme pour combler leurs besoins en main-d'œuvre, et la réforme potentielle pourrait grandement nuire à la rentabilité.

### Production primaire

En 2023, la production totale de cultures agricoles au Canada a été inférieure à la moyenne, principalement en raison de la sécheresse qui a sévi dans l'Ouest canadien. Même si les recettes monétaires agricoles totales liées aux grandes cultures ont progressé de 3,9 % en 2023, la production réduite de céréales, d'oléagineux et de légumineuses ainsi que la baisse des prix des produits de base pourraient peser sur les recettes des cultures en 2024, qui devaient chuter de 14,6 % selon les projections. Dans l'Ouest canadien, les marges devraient demeurer serrées en 2024 en raison de la baisse des prix des produits de base. Les pluies enregistrées au début de l'été ont amélioré les niveaux d'humidité dans l'Ouest, où le potentiel de rendement est supérieur à la moyenne dans certaines régions, ce qui pourrait contrebalancer la baisse des prix et, par

<sup>1</sup> Les années indiquées dans le Survol de l'économie et de l'industrie agricole renvoient à l'année civile.

conséquent, accroître la rentabilité. Dans l'Est, les marges prévues sont aussi à la baisse pour 2024, et les coûts fonciers détermineront la rentabilité de chaque producteur.

En 2024, les marges bénéficiaires des producteurs laitiers sont supérieures à celles des quatre dernières années et la demande du marché est plus élevée qu'à l'habitude. Les aliments pour animaux sont meilleur marché dans l'Est, et l'humidité printanière enregistrée dans l'Ouest a été bénéfique pour la production de cultures agricoles. Les bénéfices nets des producteurs sont aussi en hausse grâce aux prix élevés des vaches et des veaux de réforme. L'augmentation du prix de soutien du beurre annoncée précédemment est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2024, faisant augmenter de 1,8 % les prix que reçoivent les producteurs.

Dans l'ensemble, le secteur du bœuf a été rentable en 2023, mais les régions touchées par la sécheresse ont souffert du manque de disponibilité et du coût des aliments pour animaux. Malgré cette rentabilité, la taille du cheptel bovin a atteint un creux inégalé en trois décennies au Canada et le nombre de génisses de remplacement avoisine un plancher record. Il faudra plusieurs années de bonnes conditions météorologiques et de prix élevés pour voir une reconstitution du cheptel. En 2024, on prévoit que les marges des exploitations vache-veau resteront solides, dépassant la moyenne quinquennale grâce au soutien apporté par les prix à terme élevés des bovins d'engraissement. Si les conditions de sécheresse ont été une importante source de préoccupation, les pluies printanières ont entraîné un regain d'optimisme quant à l'état des pâturages et du foin pour le reste de la saison de pâturage et de croissance du fourrage.

En 2024, la grippe aviaire continuera à représenter une menace pour la production de volaille, et plus particulièrement de poulet, en raison de l'offre limitée d'œufs à couver qui persiste tant au Canada qu'aux États-Unis. La production de poulet s'est établie sous la tendance attendue en 2023 également à cause de l'approvisionnement limité en œufs à couver, et une situation semblable pourrait se produire en 2024. Les marges des producteurs de volaille devaient être positives tout au long de l'année 2024 malgré les difficultés.

Malgré la saison de croissance difficile partout au pays, les producteurs de pommes de terre ont enregistré une récolte record en 2023. Cette production accrue s'explique par des rendements plus élevés et par une expansion dans l'Ouest, surtout en Alberta. Dans le Canada atlantique, le nombre d'acres de pommes de terre n'a pas changé en 2023, après avoir reculé de 2,5 % en 2022, les restrictions relatives aux pommes de terre de semence restant en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard. Les stocks de pommes de terre en Amérique du Nord demeurent abondants, ce qui fait baisser les prix et le volume des contrats pour la saison de croissance 2024, de sorte qu'on s'attend à une légère diminution des marges.

On prévoit que les recettes monétaires brutes des légumes de semis et des fruits frais augmenteront de 8,4 % et de 3,6 % respectivement en 2024, mais la rentabilité devait demeurer limitée, car les coûts des intrants et de la main-d'œuvre restent élevés.

Dans le secteur porcin, les marges des exploitations de naisseur-finition étaient sous pression en 2023, en particulier dans l'Est, en raison de problèmes liés à la capacité d'abattage. Les marges des éleveurs de porcs canadiens devaient être inférieures au seuil de rentabilité en 2024 en raison de la faible demande et de la surabondance de porcs à l'échelle mondiale. Toutefois, la diminution attendue des prix de l'orge et du maïs devait atténuer les coûts des aliments pour animaux, ce qui améliorera la rentabilité.

Le secteur des fruits a connu plusieurs années difficiles, y compris les premiers mois de l'hiver 2024. Les périodes de froid de l'hiver ont eu des répercussions sur une grande partie des secteurs fruitier et viticole de la Colombie-Britannique, entraînant la perte d'une grande partie des cultures fruitières.

### **Agroentreprise et agroalimentaire**

Dans le secteur de l'agroentreprise, on s'attend à ce que les pressions inflationnistes sur les prix des équipements neufs ainsi que les coûts d'emprunt accrus ralentissent les ventes d'équipements agricoles en 2024. Les fabricants ont commencé à ajuster les niveaux de production en réaction à la demande réduite. La réduction de la production liée aux effets de la sécheresse sur les cultures en 2023 dans l'Ouest canadien aura une incidence sur les volumes de manutention de céréales en 2024, mais l'offre globale soutiendra la rentabilité des entreprises spécialisées dans la manutention des grains, car les prévisions actuelles indiquent que les niveaux de production en 2024 seront supérieurs à la moyenne.

Les prix des engrais ont diminué par rapport à leurs sommets de 2022, mais sont demeurés élevés pour la période d'ensemencement de 2024. On prévoit que les prix des engrais diminueront à l'approche de l'automne, ce qui représente un risque pour les détaillants ayant des stocks invendus.

Les fabricants canadiens d'aliments et de boissons ont connu une année de faibles bénéfices en 2023, car les coûts des intrants ont exercé une pression sur les marges, mais les perspectives globales pour 2024 sont plus positives. La stabilisation et, dans certains cas, la diminution des coûts des intrants semblent annonciatrices d'une amélioration des marges.

Il y a des signes que la pénurie de main-d'œuvre commence à s'estomper, ce qui devrait contribuer à réduire les pressions exercées sur les salaires, qui ont constitué, au cours des deux dernières années, un coût important pour les fabricants de produits alimentaires.

## Gestion du risque d'entreprise

Les activités de FAC, à titre d'institution financière, comportent une part de risque. À cet effet, nous tenons compte des risques lorsque nous accordons du financement aux clients, offrons des services, déterminons nos priorités et élaborons des stratégies et des initiatives commerciales. FAC est exposée à quatre grandes catégories de risque : le risque stratégique, le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la réputation. Chaque catégorie comporte des risques distincts, dont la probabilité et l'impact sont évalués au moyen de divers outils.

Le cadre de gestion du risque d'entreprise de FAC établit la structure de gouvernance permettant de gérer le risque, d'une part, et d'autre part, le processus utilisé pour déterminer, évaluer, mesurer, gérer, atténuer et surveiller le risque et en faire rapport. Nous améliorons constamment nos pratiques de gestion du risque d'entreprise et nous évaluons nos activités en fonction d'un énoncé officiel sur la propension et la tolérance au risque, qui définit et mesure ce qui constitue un niveau acceptable de risque.

FAC continue de respecter son cadre de gestion du risque d'entreprise, comme en témoignent les états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

FAC demeure stable sur le plan financier et est bien placée pour répondre aux besoins de l'industrie.

## Résultats financiers

Notre analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats du trimestre terminé le 30 juin 2024 aux résultats de la même période terminée le 30 juin 2023.

### Bénéfice net

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin		
	2024	2023	Écart
Intérêts créditeurs nets	348	322	17
Charge pour pertes sur prêts	(95)	-	(25)
Produits autres que d'intérêt (charges)	18	(2)	12
Frais d'administration	(158)	(147)	(11)
<b>Bénéfice net</b>	<b>178</b>	<b>163</b>	<b>(1)</b>

#### Trimestre terminé le 30 juin

Le bénéfice net a diminué de 7 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à la même période en 2023. L'augmentation des volumes de prêts a contribué à la hausse des intérêts créditeurs nets malgré la compression continue des marges. L'impact le plus important a été l'augmentation de la charge pour pertes sur les prêts douteux. Un nombre accru de clients ont eu recours à des modifications de prêts en raison de difficultés financières et un plus grand nombre de prêts étaient en retard par rapport à juin 2023. Les produits autres que d'intérêt ont augmenté par rapport aux gains nets non réalisés sur des placements en capital-risque en juin 2024, comparativement aux pertes non réalisées en juin 2023. La hausse des frais d'administration s'explique par une augmentation des salaires et des avantages découlant de postes supplémentaires nécessaires pour soutenir la croissance de nos activités et mettre en œuvre des initiatives stratégiques.

## Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

### Intérêts créditeurs nets

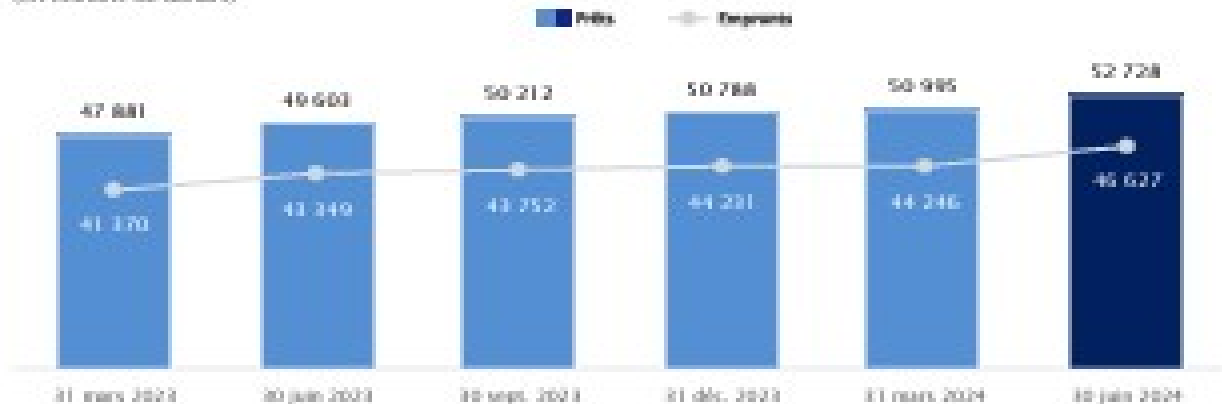
(en millions de dollars)	Trimestre terminé le	
	30 juin	
	2024	
Augmentation sur onze mois des intérêts créditeurs nets attribuable à :		
Augmentation du volume		25
Diminution de la marge d'intérêt nette		(8)
<b>Augmentation totale des intérêts créditeurs nets</b>		<b>17</b>

#### Trimestre terminé le 30 juin

Les actifs productifs d'intérêts ont augmenté, ce qui s'est traduit par une hausse du volume de 25 millions de dollars. Cette croissance s'explique par le fait que les clients ont obtenu du financement supplémentaire pour leur entreprise, grâce à une augmentation des recettes monétaires agricoles, à une hausse des exportations et à une amélioration des perspectives d'évolution des taux d'intérêt. La progression des volumes a été observée autant dans nos produits de prêt à taux fixe que dans nos produits rotatifs à taux variable, plus particulièrement dans les secteurs de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire de l'ouest canadien et des Prairies. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par une diminution de 8 millions de dollars de la marge d'intérêt nette attribuable aux pressions exercées sur les prix.

## Prêts et emprunts

(en millions de dollars)



Les prêts affichent une hausse de 3,4 % depuis le 31 mars 2024. Les prêts d'alliance ont connu la plus forte hausse en dollars et le taux de croissance le plus élevé, stimulés par la demande d'intrants de culture et la hausse soutenue des prix pour la période d'ensemencement de 2024. Des augmentations ont été enregistrées dans la plupart des secteurs de l'industrie et des régions géographiques, à l'exception du secteur porc qui a connu une baisse par rapport au 31 mars 2024. Le secteur porc a été confronté à des problèmes de rentabilité, notamment des problèmes de capacité d'abattage et des marges étroites, ce qui a entraîné des retards dans les investissements.

Les emprunts ont crû de 5,4 % depuis le 31 mars 2024. Les emprunts à long terme expliquent la majeure partie de l'augmentation.

## Charge pour pertes sur prêts et qualité du crédit

### Provision pour pertes sur prêts

(en millions de dollars)



La provision pour pertes sur prêts a augmenté de 27 millions de dollars depuis le 31 mars 2024. Cette augmentation est attribuable aux nouveaux prêts, ainsi qu'à la hausse des prêts douteux, principalement dans les secteurs du porc et de la semiculture de notre portefeuille. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une diminution de la provision pour pertes sur les prêts productifs attribuable à des mises à jour annuelles des données utilisées dans notre calcul de la provision pour pertes sur prêts.

## (Charge pour pertes sur prêts) ajustement au titre des pertes sur prêts

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin		
	2024	2023	Écart
Prêts douteux (2 <sup>e</sup> stade)	(32)	14	(20)
Prêts productifs (1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> stades)	7	4	3
<b>Total de la charge pour pertes sur prêts</b>	<b>(25)</b>	<b>-</b>	<b>(25)</b>

### Trimestre terminé le 30 juin

L'augmentation de la charge pour prêts douteux s'explique par le fait que les clients ont eu recours à des modifications de prêts en raison de difficultés financières et de prêts en retard.

Les mises à jour annuelles fondées sur les pertes récentes et les considérations prospectives ont contribué à une diminution de la provision et de l'ajustement au titre des pertes sur prêts pour les prêts productifs, ce qui a été partiellement contrebalancé par de nouvelles activités de prêt. En 2023, l'effet net de ces facteurs a conduit à une diminution plus faible de la provision et de l'ajustement au titre des pertes sur prêts pour les prêts productifs.

## Situation financière

(en millions de dollars)	30 juin	31 mars	Écart
	2024	2024	
Espèces et quasi-espèces	1 884	1 559	45
Prêts nets	52 586	50 800	1 786
Autres	1 222	1 162	70
<b>Total de l'actif</b>	<b>55 342</b>	<b>52 521</b>	<b>1 821</b>
Emprunts	46 627	46 346	3 381
Autres	493	529	(46)
<b>Total du passif</b>	<b>47 120</b>	<b>46 785</b>	<b>3 335</b>
Capitaux propres	8 222	9 736	(1 514)

Le solde de nos prêts s'est accru, et les emprunts ont augmenté pour financer la croissance des prêts. Pour plus de détails, consultez la section sur les prêts et emprunts ci-dessus. L'augmentation de 70 millions de dollars des autres actifs est principalement attribuable à une augmentation de nos placements à court terme. La diminution des capitaux propres s'explique principalement par le versement d'un dividende de 690 millions de dollars au gouvernement du Canada le 25 juin 2024.



## Rendement par rapport au plan

Principales mesures financières	Plan	Réalisations
	2024-2025 <sup>(1)</sup>	2024-2025 <sup>(2)</sup>
Bénéfice net	735 M\$	170 M\$
Taux de croissance des prêts (%)	5,1 %	6,2 %
Rendement des capitaux propres <sup>(3)</sup>	8,4 %	6,2 %
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	47,5 %	44,6 %
Ratio de capital total <sup>(3)</sup>	16,6 %	15,2 %
Frais d'administration	706 M\$	100 M\$

<sup>(1)</sup> Les valeurs du plan sont fondées sur les résultats projetés du Plan d'entreprise 2025-2026 pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

<sup>(2)</sup> Les données réelles sont fondées sur les résultats pour le trimestre terminé le 30 juin 2024.

<sup>(3)</sup> Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniforme au titre des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux PCGR des états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2024.

À la fin de l'exercice, on prévoit que les principales mesures financières seront égales ou légèrement inférieures à celles décrites dans le Résumé du plan d'entreprise, à l'exception de la croissance des prêts et du ratio de capital total. Même si la croissance des prêts, qui est supérieure à celle prévue dans le plan, contribue à augmenter les intérêts créditeurs nets, cette hausse est contrebalancée par la compression continue des marges. La persistance des taux d'intérêt élevés par rapport aux projections énoncées dans le plan continue d'influencer le comportement des clients en ce qui a trait au choix des produits, aux décisions d'investissement et aux paiements, afin de gérer les flux de trésorerie. Par ailleurs, la pression accrue sur les prix observée depuis le début de l'année devrait se poursuivre. Cette situation a une incidence sur les intérêts créditeurs nets, ce qui entraîne une baisse du bénéfice net, du rendement des capitaux propres et une hausse du ratio d'efficacité, malgré des frais d'administration inférieurs au plan.

À la fin de l'exercice, la croissance des prêts devrait être supérieure à celle prévue dans le plan en raison du salarissement des remboursements anticipés dans les secteurs de la production primaire et de l'agroentreprise et agroalimentaire, car les clients gèrent leurs besoins de trésorerie. La trésorerie des clients est actuellement sous pression en raison de l'augmentation des coûts des intrants, de la diminution des recettes monétaires et d'une baisse des taux d'intérêt plus lente que prévu.

Le ratio de capital total devrait être conforme aux cibles du plan, le capital étant régénéré tout au long de l'année après le versement du dividende en juin.

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés conformément à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État publiés, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements qui contiennent le présent rapport financier trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés condensés.



---

Justine Hendricks, MBA  
Présidente-directrice générale



---

Corinna Mitchell-Besaudin, CPA, CA, CFA  
Vice-présidente exécutive, Finances

Regina, Canada  
Le 30 août 2024

# Bilan consolidé

(non audité)	Au 30 juin	Au 31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2024	2024
<b>Actif</b>		
Espèces et quasi-espèces	1 694	1 559
Placements à court terme	517	460
Créances et charges payées d'avance	34	34
<b>Prêts</b>		
Prêts – total (note 2)	52 328	52 595
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	(322)	(196)
<b>Prêts nets</b>	<b>52 006</b>	<b>52 399</b>
Autres prêts nets	8	21
Placements	239	225
Actifs au titre du droit d'utilisation	151	154
Immobilisations corporelles	23	24
Actifs incorporels	8	9
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	348	345
Autres actifs	4	4
<b>Total de l'actif</b>	<b>55 342</b>	<b>53 521</b>
<b>Passif</b>		
Créditeurs et charges à payer	69	105
<b>Emprunts</b>		
Dettes à court terme (note 4)	8 251	8 254
Dettes à long terme (note 4)	37 276	35 522
<b>Total des emprunts</b>	<b>45 527</b>	<b>43 776</b>
Passifs au titre des prêts Transfer	177	177
Passifs liés aux contrats de location	155	159
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	34	31
Autres passifs	7	9
<b>Total du passif</b>	<b>47 180</b>	<b>44 785</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Bénéfices non répartis	8 222	8 736
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>8 222</b>	<b>8 736</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>55 342</b>	<b>53 521</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

# État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	30 juin 2024	30 juin 2023
Intérêts créditeurs	746	852
Intérêts débiteurs	(287)	(209)
<b>Intérêts créditeurs nets</b>	<b>459</b>	<b>643</b>
Revenu net de l'assurance	5	5
Gain net (perte nette) net des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur <sup>1)</sup>	5	(8)
Autres charges	-	(2)
<b>Produits autres que d'intérêts</b>	<b>10</b>	<b>(5)</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>469</b>	<b>638</b>
Charge pour pertes sur prêts	(22)	-
Frais d'administration	(169)	(142)
<b>Bénéfice net</b>	<b>278</b>	<b>496</b>

<sup>1)</sup> Les données comparatives ont été redressées. Veuillez consulter la note 4 du rapport annuel daté du 31 mars 2024.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

# État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin

(non audité) en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 juin 2024
Capital d'apport	-	-	-	-
Bénéfices non répartis	\$ 736	136	(690)	\$ 222
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>\$ 736</b>	<b>136</b>	<b>(690)</b>	<b>\$ 222</b>

(non audité) en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2023	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 juin 2023
Capital d'apport	260	-	(250)	-
Bénéfices non répartis	\$ 327	183	(210)	\$ 300
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>\$ 577</b>	<b>183</b>	<b>(460)</b>	<b>\$ 300</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

# État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) en millions de dollars canadiens	Pour le trimestre terminé le	
	30 juin 2024	30 juin 2023
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	178	183
<b>Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes liées aux activités d'exploitation :</b>		
Intérêts créditeurs	(744)	(652)
Intérêts débiteurs	387	320
Charge pour pertes sur prêts (Gain net (non réalisé) perte nette non réalisée tirée des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur) <sup>(1)</sup>	35	-
Dépense d'actifs au titre du droit d'utilisateur <sup>(2)</sup>	(5)	9
Dépense d'immobilisations corporelles <sup>(3)</sup>	4	3
Dépense d'immobilisations corporelles <sup>(3)</sup>	2	4
Amortissement des actifs incorporels <sup>(4)</sup>	1	1
Charges (produits) divers	(15)	18
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(1 758)	(1 758)
Variation nette des autres actifs en passifs d'exploitation	(44)	3
Intérêts reçus	788	680
Intérêts payés	(487)	(523)
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(1 506)</b>	<b>(1 528)</b>
<b>Activités de placement</b>		
Actes de placements à court terme	(258)	(500)
Produits de l'arrivée à échéance de placements à court terme	187	332
Remboursements liés à d'autres prêts	13	-
Acquisition de placements <sup>(5)</sup>	(8)	(18)
Produits de la vente et remboursement de placements <sup>(6)</sup>	1	3
Actes d'immobilisations corporelles	(7)	(5)
<b>Sorties de fonds liées aux activités de placement</b>	<b>(127)</b>	<b>(228)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Dettes à long terme émises	3 732	3 736
Dettes à long terme remboursées	(1 485)	(1 600)
Dettes à court terme émises	3 237	3 422
Dettes à court terme remboursées	(3 681)	(3 581)
Remboursement de capital relatif aux passifs liés aux contrats de location	(8)	(8)
Dividende versé	(688)	(650)
<b>Rentrées de fonds liées aux activités de financement</b>	<b>1 688</b>	<b>1 520</b>
<b>Variation des espèces et quasi-espèces</b>	<b>42</b>	<b>(267)</b>
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 588	1 782
Effet des variations de change sur les soldes des espèces détenues et exigibles en devises	3	(1)
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>1 634</b>	<b>1 514</b>
<b>Les espèces et quasi-espèces comprennent :</b>		
Espèces	1 387	872
Placements à court terme	247	642

<sup>(1)</sup> Les données comparatives ont été reclassées. Veuillez consulter la note 4 du rapport annuel daté du 31 mars 2024.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés canadiens.

# Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés

(non audités)

## 1. Principales conventions comptables

### Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés et condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC).

Ces états financiers trimestriels sont en date du 30 juin 2024 et pour le trimestre terminé à cette date. Ils ont été approuvés et leur communication a été autorisée par le Comité d'audit du Conseil d'administration le 20 août 2024.

### Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

### Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants inscrits dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

## 2. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au 30 juin 2024
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 669	16 223	280	15 172
Taux fixe	5 903	23 588	8 102	37 693
Prêts bruts	10 572	39 811	8 382	52 765
Commissions sur prêts reportées				(37)
Total des prêts				52 728
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(222)
<b>Prêts nets</b>				<b>52 506</b>

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 mars 2024
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 030	9 513	354	14 297
Taux fixe	5 060	22 060	8 709	36 735
Prêts bruts	9 090	31 573	9 063	51 026
Commissions sur prêts reportées				(53)
Total des prêts				50 973
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(106)
<b>Prêts nets</b>				<b>50 867</b>

## Concentration du risque de crédit

### Répartition par secteur

	Au 30 juin 2024		Au 31 mars 2024	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	18 829	158	18 271	151
Produits laitiers	7 411	84	7 288	50
Agroentreprise	6 394	168	6 211	153
Bœuf	4 442	118	4 218	103
Volaille	3 453	42	3 241	45
Autres	3 447	58	3 288	69
Agroalimentaire	2 757	174	2 628	189
Alliances	2 483	48	1 784	14
Services	2 389	182	2 273	89
Porc	1 844	151	1 689	37
Fruits	1 526	58	1 458	82
<b>Total</b>	<b>52 765</b>	<b>1 231</b>	<b>51 026</b>	<b>957</b>

### Répartition géographique

	Au 30 juin 2024		Au 31 mars 2024	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	18 807	237	18 601	149
Saskatchewan	9 834	141	9 179	127
Alberta	9 488	211	9 138	156
Québec	7 429	233	7 283	217
Colombie-Britannique	4 820	285	4 433	194
Manitoba	3 883	72	3 781	55
Atlantiques	1 608	52	1 588	59
<b>Total</b>	<b>52 765</b>	<b>1 231</b>	<b>51 026</b>	<b>957</b>



### 3. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 30 juin 2024	1 <sup>er</sup> stade	2 <sup>e</sup> stade	3 <sup>e</sup> stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	34	72	89	195
Transfert au 1 <sup>er</sup> stade	4	(3)	(1)	–
Transfert au 2 <sup>e</sup> stade	(2)	54	(12)	–
Transfert au 3 <sup>e</sup> stade	–	(10)	50	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constatés	12	2	1	15
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(2)	(3)	(3)	(8)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(10)	(8)	42	24
Raditions	–	(1)	(3)	(4)
Recouvrement de sommes précédemment radées	–	–	–	–
<b>Provision totale</b>	<b>34</b>	<b>63</b>	<b>123</b>	<b>220</b>

Au 31 mars 2024	1 <sup>er</sup> stade	2 <sup>e</sup> stade	3 <sup>e</sup> stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	45	23	91	160
Transfert au 1 <sup>er</sup> stade	15	(10)	8	–
Transfert au 2 <sup>e</sup> stade	(25)	101	(76)	–
Transfert au 3 <sup>e</sup> stade	(3)	(10)	15	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constatés	33	5	15	53
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(18)	(2)	(12)	(32)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(13)	(29)	115	67
Raditions	–	(8)	(54)	(62)
Recouvrement de sommes précédemment radées	–	–	2	2
<b>Provision totale</b>	<b>34</b>	<b>72</b>	<b>89</b>	<b>195</b>

### 4. Emprunts

#### Dette à court terme

	Au 30 juin 2024	Au 31 mars 2024
<b>Emprunts auprès du gouvernement du Canada</b>		
Emprunts à taux variable	528	413
Emprunts à taux fixe	7 852	8 874
	<b>8 380</b>	<b>9 287</b>
<b>Emprunts auprès des marchés financiers</b>		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains	976	827
<b>Total</b>	<b>9 356</b>	<b>10 114</b>

#### Dette à long terme

	Au 30 juin 2024	Au 31 mars 2024
<b>Emprunts auprès du gouvernement du Canada</b>		
Emprunts à taux variable	14 217	14 065
Emprunts à taux fixe	22 958	21 827
<b>Total</b>	<b>37 175</b>	<b>35 892</b>